



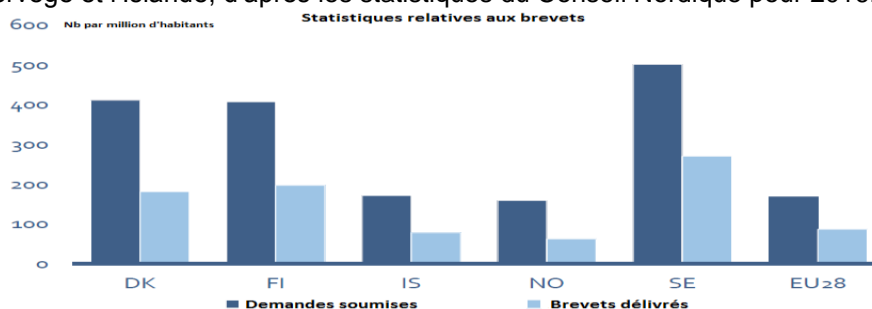
La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 147 du 24 janvier 2018

Pays Nordiques

Brevets. L'innovation est au cœur du développement des économies nordiques. Les pays de la zone nordique sont particulièrement actifs en matière de dépôts de brevets, notamment la Suède, le Danemark, la Finlande et dans une moindre mesure la Norvège et l'Islande, d'après les statistiques du Conseil Nordique pour 2016.



Aéroports. L'aéroport Kastrup-Copenhague reste le plus important aéroport de la zone avec 29,2 millions de passagers en 2017 (29M en 2016), mais ce sont les aéroports d'Oslo et de Stockholm qui affichent les augmentations de passagers les plus importantes. Oslo a accueilli 27,5 M de passagers l'an passé (25,8M en 2016) et Stockholm 26,6M (24,7M en 2016). L'aéroport d'Helsinki affiche également une progression dynamique du nombre de passagers, de 17,2M en 2016 à 18,9M en 2017. Arlanda-Stockholm maintient son objectif de devenir le plus important aéroport nordique d'ici 2020 et pour ce faire, des investissements très importants sont en cours ou projetés.

Danemark

Image de la France. Dans un article intitulé « les réformes de Macron ouvrent la voie aux exportations danoises », le journal *Børsen* a cité Anders Ladefoged, directeur des Affaires européennes de *Dansk Industri*, qui affirme que les exportations danoises de biens et de services vers la France (un peu moins de 4 Mds€ en 2016) pourraient potentiellement encore croître de 9 MdsDKK (soit 1,2 Md€). 18 chefs d'entreprises ont également publié une tribune adressée au ministre des Impôts Karsten Lauritzen, afin de réclamer une convention fiscale de non double-imposition entre la France et le Danemark.

Economie. Constatant la bonne santé de l'économie danoise, le « Conseil des Sages » (*Økonomiske Råd*) identifie trois défis pour maintenir une croissance pérenne. Le premier concerne, à court terme, la saturation des marchés du travail et de l'immobilier. Les risques sont bien identifiés et les leçons de la crise ont été tirées, de sorte que des initiatives ont été mises en place pour répondre au manque d'offre (qualifiée notamment) sur le marché du travail et éviter l'endettement excessif des ménages sur le marché immobilier. Le second défi de l'économie danoise est le déclin de la croissance de la productivité, notamment dans le secteur des services. Les Sages préconisent des politiques publiques renforçant la concurrence dans le secteur privé, afin de lutter contre cette tendance. Enfin, le troisième défi est celui de la pression démographique (vieillesse de la population). Là encore, des initiatives ont été prises au Danemark, en augmentant par exemple l'âge de départ à la retraite de 65 à 67 ans (par tranches de 0,5 années) entre 2018 et 2022.

Vestas. Grâce aux commandes reçues fin 2017 (dont la plus grande était de 300 gigawatts au Canada), le géant de l'éolien Vestas a encore une fois battu son propre record de commandes : 10,69 gigawatts en 2017 pour l'instant (contre 10,49 gigawatts en 2016 – ancienne année record). Ce chiffre n'est pas définitif, car les commandes non annoncées du dernier trimestre (petites commandes) ne seront connues qu'à la présentation du rapport annuel. Vestas est cependant touché par une concurrence accrue, et le prix du mégawatt vendu par le groupe a baissé de près de 20% par rapport à l'année précédente, selon Jacob Pedersen, analyste en chef chez Sydbank.

Investissements. Selon le directeur général de Pension Danmark, Torben Möger Pedersen, les fonds de pensions commencent à opérer dans le domaine traditionnel des banques, et vont jouer un rôle de plus en plus important dans le financement des entreprises (prêts directs, financements de projet d'infrastructures et crédits à l'exportation). Il prévoit également un marché d'obligations d'entreprises en croissance au Danemark. D'après un nouveau rapport de la BEI, neuf entreprises danoises sur dix ont fait des investissements au cours du dernier exercice comptable – ce qui



fait d'elles les plus actives en Europe en terme d'investissements. La BEI a, quant à elle, investi 26 MdsDKK (3,5 Mds€) au Danemark ces six dernières années (2012-2017).

Finlande

Finnair. La compagnie aérienne finlandaise Finnair, détenue à 55,8 % par l'Etat, a transporté 11,9 M de passagers en 2017, soit 1 million de plus qu'en 2016. Cette hausse s'explique notamment par le dynamisme de la route asiatique (+18 % de passagers par rapport à 2016) et des vols européens (+10% de passagers transportés). Dans le cadre de sa stratégie de développement visant à faire d'Helsinki le hub aéroportuaire entre l'Europe et l'Asie, Finnair a récemment annoncé une augmentation du nombre de vols vers des destinations telles qu'Osaka, Delhi ou Phuket. En ce qui concerne la France, la compagnie a ouvert en décembre dernier une ligne effectuant la liaison entre Helsinki et Lyon, à raison de deux fois par semaine pendant la saison d'hiver.

Gestion des déchets. Statistics Finland a récemment publié les chiffres de 2016 relatifs à la gestion des déchets ménagers en Finlande. Sur 2,8 M de tonnes de déchets générés en 2016, 42 % ont été recyclés et 54 % incinérés avec récupération énergétique, permettant notamment d'alimenter le chauffage urbain. Le recours à l'enfouissement des déchets est en constante diminution depuis le début des années 2000. La part de mise en décharge est en effet passée de 60 % en 2000, à 3 % aujourd'hui. Cette évolution dans le traitement des déchets s'est faite principalement au profit de l'incinération (de 10 % en 2000 à 54 % en 2016), la part du recyclage ayant augmenté moins rapidement (de 29 % à 42 % sur la même période).

Business Finland. La fusion entre Tekes, l'agence finlandaise de soutien à l'innovation et Finpro, entreprise publique de conseil à l'export et de promotion des investissements et du tourisme, est effective depuis le 1er janvier. Cette fusion a entraîné la création d'une nouvelle entité dénommée « Business Finland », qui exercera les compétences de ces deux agences. Employant près de 600 personnes, Business Finland disposera de bureaux dans 40 pays. Selon le ministère de l'Economie et de l'emploi, responsable de cette nouvelle entité, le but de la fusion est d'améliorer l'efficacité et la lisibilité du système de soutien à l'internationalisation des entreprises finlandaises, tout en réalisant des économies d'échelle, notamment en matière de coûts administratifs.

Uniper. L'offre de rachat des parts d'Uniper de l'énergéticien allemand E.on par le finlandais Fortum a officiellement été acceptée. Cette transaction d'une valeur de 3,76 Mds€ permettra à Fortum de détenir 46,65 % de l'entreprise de production d'énergie, spécialisée dans le charbon et le gaz. Initialement, l'offre présentée par Fortum avait été rejetée par Uniper, au motif que le prix proposé était en deçà de la juste valeur de l'entreprise. Le tour de table des actionnaires d'Uniper devrait se poursuivre jusqu'à fin janvier, le but affiché par Fortum étant d'acquérir la majorité des parts de l'entreprise allemande.

Port d'Helsinki. Le trafic de passagers du port d'Helsinki a augmenté de 2 % en 2017. Au total, le port a accueilli près de 12 M de personnes dont la majeure partie (9 M) a voyagé sur la liaison qu'opèrent plusieurs compagnies maritimes entre Helsinki et Tallinn. La route entre Stockholm et Helsinki a quant à elle comptabilisé 2,3 M de passagers. En 2017, le port d'Helsinki devient ainsi le port le plus fréquenté d'Europe en matière de transport de passagers, devant le port de Douvres au Royaume-Uni (11,7 M de passagers). Le trafic international de marchandises transitant par le port d'Helsinki a aussi enregistré une hausse de +14 %, le total des échanges s'élevant à 14 M de tonnes à la fin 2017.

Norvège

Excédent commercial. L'excédent commercial de la Norvège a rebondi en 2017 en frôlant les 160 MdsNOK (17 Mds€), en hausse de 12,7% par rapport à 2016. Les exportations ont progressé de 12,2%, tirées par le rebond des prix des hydrocarbures, qui représentent environ la moitié des exportations du pays. La balance commerciale a également profité des ventes de poisson et de métaux, deux autres moteurs de l'économie norvégienne. Les importations ont quant à elles augmenté de 12,1% en 2017. Hors hydrocarbures et construction navale, la balance commerciale reste toutefois déficitaire de 242,9 MdsNOK (25 Mds€).

Produits de la mer. Les exportations norvégiennes de produits de la mer ont atteint une valeur record de 94,5 MdsNOK (9,8 Mds€) en 2017. L'industrie a pour objectif d'atteindre des exportations à hauteur de 550 MdsNOK (57 Mds€) d'ici 2050. Ces bons résultats sont notamment dus au saumon qui représente 69% des exportations totales des produits de la mer en 2017.

Pétrole et gaz. 142,2 Mds de m³ de gaz norvégien ont été vendus en 2017, un nouveau record après sept années consécutives de hausse. Cette croissance est notamment tirée par la demande de la Chine, qui se détourne actuellement du charbon. De son côté, la production de pétrole a reculé l'an dernier. Ainsi, la production de gaz devrait atteindre le niveau de celle du pétrole en 2023 si la prospection et les investissements dans les infrastructures gazières se poursuivent au rythme actuel.

Véhicule électrique. Les véhicules propres ou hybrides ont représenté plus de la moitié des ventes de voitures neuves l'an dernier en Norvège. Les voitures zéro émission (tout-électrique et, pour une portion congrue, à hydrogène) se sont arrogé une part de marché de 20,9% en 2017 (15,7% en 2016) et les hybrides 31,3% (24,5% en 2016). La Norvège



conforte ainsi sa place de leader mondial de l'électrification du transport routier, et s'est fixé l'objectif de ne vendre que des véhicules zéro émission à compter de 2025.

Fonds souverain. Le fonds souverain norvégien a, pour des raisons d'éthique, exclu de son portefeuille d'actions BAE Systems et huit autres groupes, dont les américains Aecom, Fluor et Huntington Ingalls Industries. Cette exclusion est due à leur participation à la fabrication d'armes atomiques. Le fonds a également exclu le taiwanais Evergreen Marine, le sud-coréen Korea Line, le polonais Atal et les thaïlandais Precious Shipping et Thoresen Thai Agencies pour les risques qu'ils font planer sur l'environnement ou pour leurs violations systématiques des droits de l'Homme. Présent au capital de quelque 9 000 entreprises à travers le monde, le fonds norvégien est régi par des règles éthiques qui lui interdisent notamment d'investir dans des sociétés coupables de violations graves des droits de l'Homme, dans les sociétés fabriquant des armes nucléaires ou des armes "particulièrement inhumaines", ou encore exploitant le charbon et le tabac. Près de 150 entreprises figurent désormais sur cette liste noire, parmi lesquelles Boeing et Airbus, Wal-Mart, Rio Tinto ou encore Philip Morris.

Commerce transfrontalier. A la demande du Ministère des affaires étrangères norvégien, une évaluation des obstacles au commerce transfrontalier entre les pays nordiques a été réalisée. Selon le rapport, les entreprises norvégiennes perçoivent la Suède comme le pays avec lequel il est le plus facile de faire du commerce. Les entreprises suédoises, en revanche, trouvent qu'il est plus difficile de commercer avec la Norvège et l'Islande, les deux pays nordiques en dehors de l'union douanière de l'UE, qu'avec le Danemark et la Finlande. Néanmoins, la frontière entre la Norvège et la Suède est exceptionnellement souple et est appelée la frontière « la plus perméable » de l'UE. Chaque année, la Norvège importe des marchandises de Suède pour 124 MdsSEK (12,6 Mds€), un niveau équivalent à celui des exportations suédoises vers l'Allemagne.

Islande

Tourisme. D'après le dernier rapport publié par l'autorité gouvernementale en charge du tourisme en Islande, *Icelandic Tourist Board*, le nombre de visiteurs en Islande s'est élevé à 2,19 millions en 2017, soit une augmentation de 24,4% en glissement annuel. Bien que le nombre de touristes continue de croître, la hausse est bien moins importante que celle des années précédentes (le tourisme avait augmenté de 40% entre 2015 et 2016). Parallèlement, les touristes tendent à dépenser moins d'argent en Islande, le dernier rapport de la banque islandaise *Arion Banki* note que pour la première fois depuis le mois de juin 2010, les dépenses en carte bancaire par visiteur ont baissé respectivement de 12 et 13% au mois de Novembre et Décembre 2017. Cette baisse des dépenses touristiques confirmerait, selon les analystes, la tendance à une diminution de la durée des séjours des visiteurs en Islande.

Acquisition d'entreprise. Le groupe agroalimentaire français *Lactalis* a racheté au début du mois de janvier 2018 la marque américaine Sigg, une marque de yaourt fondée avec succès par un islandais en 2005 et spécialisée dans la production de skyr, un type de yaourt islandais riche en protéines et pauvre en matière grasse. Les yaourts Sigg sont produits par la compagnie basée aux Etats-Unis, *The Icelandic Milk & Skyr Corporation*, et représentent 2% des parts de marché du secteur aux Etats-Unis.

Suède

SEK vs Euro. Le taux de change annuel moyen était, selon la Banque de Suède, de 9,63 SEK pour un Euro en 2017, ce qui traduit une dépréciation de la couronne suédoise (SEK) par rapport à l'année 2016 (9,47 SEK/€). Le taux de change a fluctué entre 9,41 SEK au début de l'année et 10,01 SEK en fin d'année.

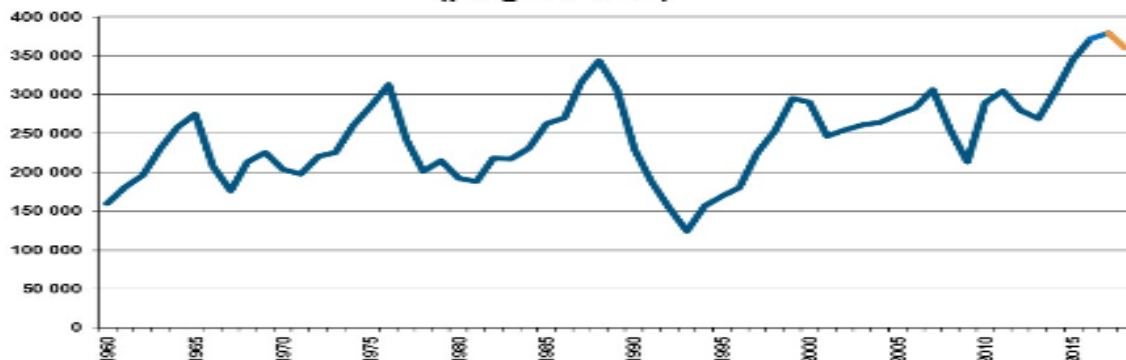
Services aux particuliers (RUT). Si son poids est encore restreint dans l'économie, le secteur des services aux particuliers tend à se développer et pourrait prendre de l'importance dans les années à venir. Le secteur a d'ores et déjà opéré une transition remarquable avec une baisse significative du travail non-déclaré. Le travail non-déclaré, notamment pour les services à domicile, était très répandu il y a 10 ans, phénomène que nos interlocuteurs locaux évaluent à 99% de l'ensemble des services à domicile. Au vu du fonctionnement de l'économie suédoise, et notamment du coût de la main d'œuvre, l'évolution du secteur reste cependant liée au système de crédit d'impôt mis en place par le gouvernement depuis 2007, et dont tous les paramètres - périmètre, taux, mode de remboursement - ont un impact mesurable sur la consommation et la création d'entreprises. Ainsi, selon la Fédération des services Almega, le système en place, baptisé RUT (Renhållning, Underhåll och Tvätt, littéralement ménage, entretien et lessive), serait à l'origine de 30 000 nouveaux emplois, dont 75% aurait profité à des personnes auparavant sans emploi. Le secteur qui a profité le plus de ce crédit d'impôt est le ménage (75% des emplois) devant le jardinage (14%) puis les services de déménagement (9%). En revanche, les services informatiques ou la garde d'enfants ne représentent chacun que 1% des emplois. En 2017, 890 000 Suédois ont profité de ce crédit d'impôt, soit 3 fois plus qu'en 2010.

Voitures. Les immatriculations de nouvelles voitures ont atteint 379 255 véhicules en 2017, niveau le plus élevé de l'histoire, soit une progression de 2% par rapport à 2016. Sur ce marché dynamique les constructeurs français sont parvenus à augmenter leur part de marché cumulée de 9,4% en 2016 à 10,2% en 2017 (Renault pdm de 4,2%, Peugeot de 3,3%, Citroën/DS 1,4% et Dacia 1,3%). Tous les constructeurs français affichent des pdm à la hausse sauf Dacia qui affiche un léger recul. Dans le classement des 30 modèles les plus vendus on retrouve quatre français, à savoir :



Renault Clio (17^{ème}), Renault Captur (22^{ème}), Peugeot 2008 (25^{ème}) et Renault Mégane (27). Les perspectives pour 2018 s'annoncent prometteuses puisque les ventes ont accéléré en fin d'année. Le marché global devrait toutefois se contracter légèrement cette année (360 000 véhicules), mais le niveau reste historiquement très élevé comme le montre le graphique ci-dessous, de la Fédération suédoise de l'automobile (Bil Sweden).

Evolution des nouvelles immatriculations depuis 1960



Source: Bil Sweden

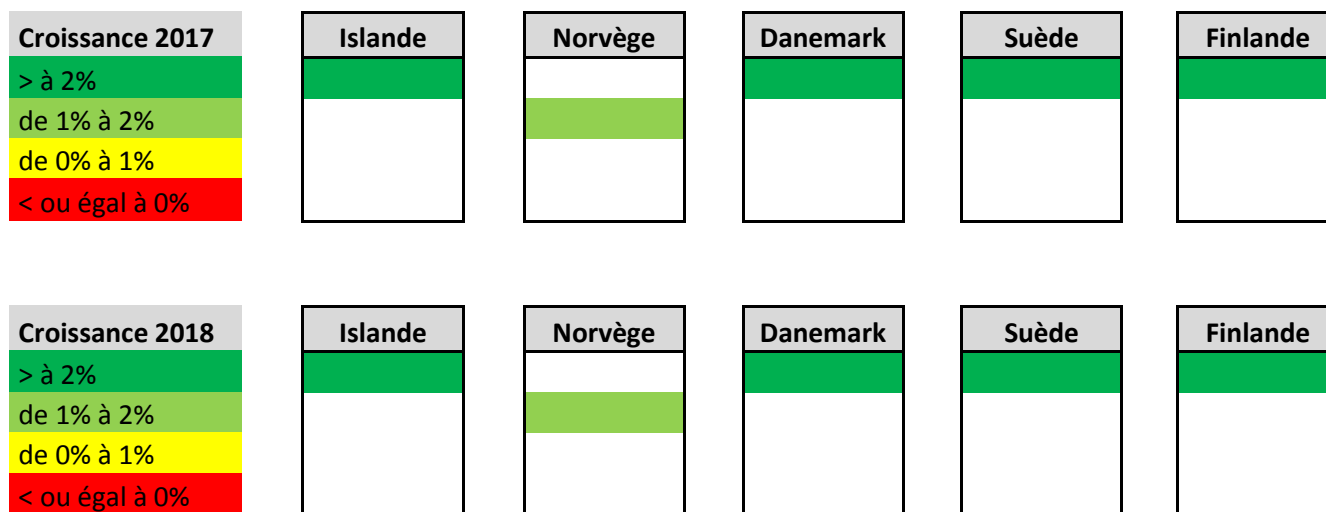
Geely –Volvo AB. Le fonds activiste suédois Cevian Capital a annoncé le 27 décembre la vente de l'intégralité de sa participation achetée en 2006 dans Volvo AB (8,2% du capital et 15,6% des droits de vote) à la holding chinoise Zhejiang Geely Holding Group, déjà propriétaire de Volvo Cars. Ce rachat inattendu, pour un montant d'au moins 2,8 Mds€ (le prix de rachat n'a pas été dévoilé dans le détail et comprend sans doute aussi une prime par rapport à la cotation actuelle pour l'achat de ce poste de contrôle) fera de Geely le deuxième actionnaire de Volvo AB en droits de vote derrière la société d'investissement Industrivärden qui contrôle pour sa part 22% des droits de vote du groupe. Geely revendique, pour sa part, des motifs de synergies importantes entre les deux groupes comme l'une des motivations de ce rachat, notamment dans le développement d'une technologie autonome et électrique pour tous les véhicules.

Bonbons. Le concept suédois du « smågodis/lösviktsgodis », vente en vrac de confiserie et de bonbons en libre-service au prix fixe pour 100g et avec la possibilité de mélanger librement les divers assortiments avec des petites pelles en plastique, se développe rapidement en France. C'est l'entreprise « le Roi du bonbon » qui a déjà conclu des partenariats avec les hypermarchés E. Leclerc et la coopérative Système U qui vient de signer un vaste partenariat avec Carrefour qui lui permettra de développer le concept dans 3 000 enseignes. Les Suédois, comme les Finlandais, sont de très importants consommateurs de bonbons avec 15 kilos par personne et par an. Le marché de la confiserie en France représente un chiffre d'affaires d'environ 4,5 Mds€, contre 1,2Md€ pour la Suède. 80 à 90% des confiseries vendus par le Roi du bonbon sont d'origine suédoise.



La quinzaine nordique – 24 janvier 2018 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2017)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
PIB										
Gouvernement	1,5	1,7	3,1	2,4	2,0	2,5	2,5	2,8	-	-
Banque centrale	2,3	1,8	3,1	2,5	1.9	0.9	2,5	2,9	3,7	3,4
Institut stat./conj****.	2,1	2,1	2,9	2,0	2,2	2,2	2,5	2,9	6,0	3,3
Commission*	2,3	2,0	3,3	2,7	1,5	1,6	3,2	2,7	4,6	3,1
FMI**	1,9	1,8	2,8	2,3	1,4	1,6	3,1	2,4	5,5	3,3
OCDE***	2,2	2,0	3,1	2,5	2,1	1,8	3,1	2,8	5,1	4,3
SEB	2,3	2,4	2,9	2,5	1,7	1,8	3,2	2,8	-	-
Nordea	2,2	2,0	3,0	2,0	1,9	2,6	3,3	2,6	-	-
Danske Bank	2,4	2,0	3,1	2,3	2,0	2,3	3,1	2,0	-	-

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2017)

** World Economic Outlook (octobre 2017)

*** Perspectives économiques (novembre 2017)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Déficit public										
Gouvernement	-1,2	-1,1	-1,2	-1,3	5,0	3,9	1,0	0,9	-	-
Commission*	-1,0	-1,0	-1,2	-1,4	4,3	4,6	0,9	0,7	1,5	1,1
FMI**	-1,0	-0,1	-1,2	-1,4	2,2	2,5	0,7	0,8	3,2	3,4
OCDE***	-1,3	-1,1	-1,1	-1,1	5,4	5,8	1,5	1,7	1,0	1,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Dette publique										
Gouvernement	37,6	36,7	61,1	60,2	-	-	39,6	36,8	-	-
Commission*	36,1	35,5	62,7	62,1	34,7	34,0	39,0	36,6	35,0	32,0
FMI**	37,8	37,0	63,3	62,6	33,1	33,1	38,8	36,5	41,3	39,0

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Autres										
inflation (IPCH)*	1,0	1,4	0,8	1,3	2,1	2,2	1,8	1,6	1,7	2,6
cons. privée*	2,3	2,5	2,0	1,8	2,4	1,9	2,4	2,5	7,5	5,4
chômage (BIT)*	5,9	5,6	8,6	8,3	4,0	3,3	6,6	6,4	3,1	3,2

Source :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2017)

** *World Economic Outlook* (octobre 2017)

*** *Perspectives économiques* (novembre 2017)

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

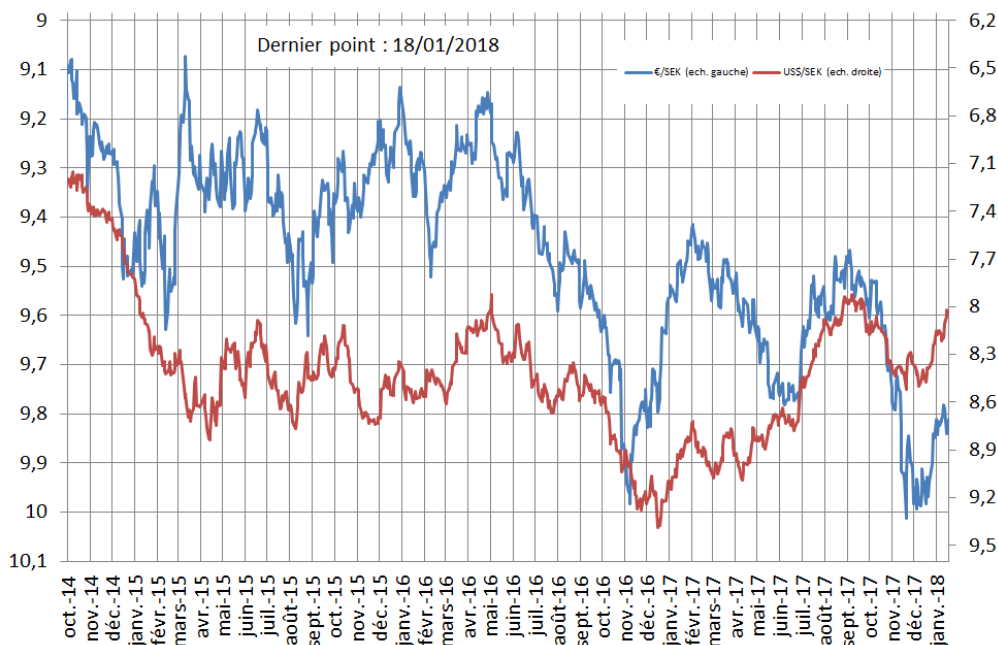
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

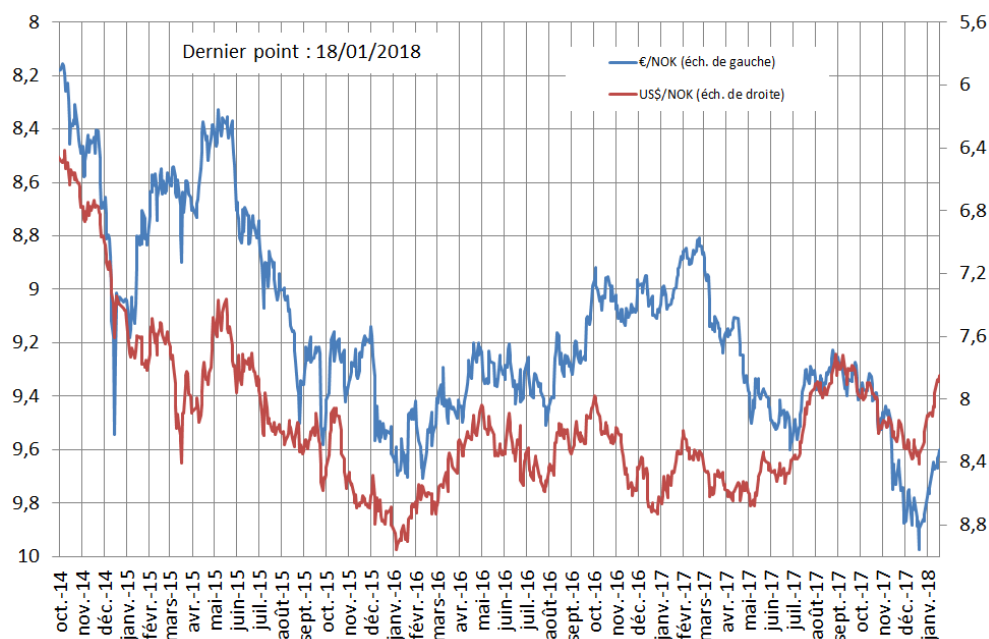


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet), Helsinki (N. Mouy, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André, M. Voisin).